

ÉDUCATION NATIONALE EN LORRAINE :

COLÈRE DES PERSONNELS ET DES PARENTS D'ÉLÈVES

Ce lundi 9 décembre 2024, les représentant·es de nos organisations syndicales FSU, UNSA Éducation, FO, CFDT et CGT, avec la FCPE, ont décidé de ne pas participer au Conseil Académique de l'Éducation Nationale (CAEN) prévu ce jour.

La colère est grande dans l'Éducation nationale.

Les personnels ne supportent plus **les contrevérités et les discours qui relèvent du « fonctionnaire bashing »**. Contrairement à ce qu'un ex-président de la République, repris de justice, s'est cru autorisé à déclarer, les professeur.es travaillent plus de 40 heures par semaine, mais aussi le week-end et pendant les vacances scolaires. Ils font tenir à bout de bras, avec les autres personnels de l'Éducation nationale, une École publique déjà exsangue suite aux coupes budgétaires et aux politiques menées depuis plusieurs années.

Les personnels ne supportent plus qu'**on leur « fasse les poches »**. Le passage de 1 à 3 jours de carence et la baisse de l'indemnisation de l'arrêt maladie sont des mesures punitives. Les fonctionnaires ne doivent pas être considérés comme coupables quand ils et elles sont malades alors même que les gouvernements successifs portent une lourde responsabilité dans la dégradation de leurs conditions de travail et, en définitive, de leur santé. Cette baisse du traitement pénaliserait les agent.es, tout particulièrement celles et ceux en situation de précarité, mais aussi, les chiffres le disent, davantage les femmes.

Les personnels ne supportent plus la **dégradation continue de leur pouvoir d'achat** : gel de la valeur du point d'indice, absence de mesure salariale pour les agent.es dans le budget 2025, suppression de la GIPA... C'est inacceptable. Cette absence de revalorisation et même de considération ne peut qu'aggraver la crise de recrutement qui progresse dans l'Éducation nationale comme dans toute la Fonction publique et qui fragilise le service public d'Éducation.

Les personnels et les parents d'élèves ne supportent plus **les suppressions de postes** : celles qui sont annoncées iraient encore dégrader davantage les conditions d'apprentissage des élèves et de travail des personnels dans les écoles, collèges et lycées. Dans notre académie, la baisse démographique annoncée est l'opportunité d'améliorer partout les conditions de la réussite de tou·tes les élèves notamment en diminuant les effectifs des classes, en assurant le remplacement partout, dans le premier comme dans le second degré, et en améliorant l'offre de formation.

Les personnels et les parents d'élèves ne supportent plus qu'**on leur impose des contre-réformes pourtant unanimement rejetées**. Le « Choc des savoirs » imposée par le ministère, contre l'avis de la profession, des organisations syndicales représentatives et des parents d'élèves, renonce à l'ambition de faire grandir et étudier ensemble tou·tes les élèves. Qui voudrait, pour lui-même, être scolarisé dans le groupe de niveau « faible » ? Qui supporterait qu'on lui interdise l'accès au lycée ou de se voir assigné, dès l'entrée au collège, l'apprentissage « non désiré » comme seul horizon ? L'École publique n'a pas besoin de ce prétendu « Choc des savoirs », qui doit être abrogé, mais d'un choc des salaires et des moyens.

Les personnels et les parents d'élèves ne supportent plus une **réforme de l'enseignement professionnel** contre laquelle ils et elles ont manifesté clairement leur refus. Une réforme qui vise à remettre en cause la formation professionnelle initiale sous statut scolaire au bénéfice de l'apprentissage patronal et qui a conduit, dans notre académie, à la fermeture de plusieurs BTS ainsi qu'à celle de lycées professionnels, dont celle du lycée professionnel de Landres prévue à la fin de l'année scolaire en cours.

L'École publique est à un point de bascule. La France est le pays où les enseignant.es sont parmi les moins bien rémunéré.es d'Europe, le pays qui compte les classes parmi les plus chargées dans le 1^{er} comme le 2nd degré et où les personnels administratifs, techniques, sociaux et de santé, pourtant essentiels pour la réussite et le bien-être des élèves, sont sous-rémunéré.es au sein de la Fonction publique d'État.

Avec la FCPE, nos organisations syndicales FSU, UNSA Éducation, FO, CFDT et CGT, portent une toute autre exigence : une École publique aux personnels revalorisés et à la professionnalité respectée ; **une École publique ambitieuse pour l'ensemble des élèves** qui les porte au plus haut niveau de formation et de qualification avec un accès le plus large possible à l'enseignement supérieur.